
Rôle du gouvernement en matière de sport pour les jeunes

Ron R. Schuler, député provincial

À une époque où le taux d'obésité chez les jeunes Canadiens atteint des sommets sans précédent et où l'activité sportive quotidienne de ce groupe est au plus bas de l'histoire, les familles canadiennes ont grandement besoin du soutien du gouvernement en matière de sport pour les jeunes. Si le gouvernement n'apporte pas de changements fondamentaux dans ce domaine, elles continueront à se débattre avec les multiples exigences et défis que représentent notamment l'alimentation saine, l'obstacle créé par l'augmentation des frais d'inscription aux activités sportives, le vieillissement des établissements, la régression du bénévolat, l'absence de développement sportif à un jeune âge, l'absence de programmes pour les jeunes des quartiers défavorisés et le mauvais rendement persistant des athlètes canadiens lors des compétitions internationales. Il faut modifier la culture pour régler ces problèmes croissants, et, compte tenu du fait que l'obésité représente des coûts de 7 milliards de dollars par année au pays, la question est pressante. Le présent article présente certaines solutions possibles et passe en revue certains modèles instaurés avec succès en Europe.



A lors que le coût des soins de santé financés par l'État augmente de façon incontrôlée, il faut donner à la santé des jeunes la place qui lui revient. Mal équilibré et aux prises avec des problèmes touchant l'ensemble de la population, le système de soins de santé du Canada est fondé sur le principe que c'est après avoir contracté une maladie ou s'être blessé que

le citoyen prend contact avec lui pour tenter de diminuer le plus possible les conséquences de ses maux. Pour les grands problèmes de santé comme l'obésité endémique chez les jeunes, on a plutôt tendance à normaliser la situation¹. Compte tenu du fait que plus de 50 % des parents d'enfants obèses ont eux-mêmes un problème de poids, l'amalgame dangereux des horaires chargés, de la dépendance aux plats cuisinés à forte teneur en gras et en calories, et du manque d'activité physique exacerbe un problème qui prend racine au sein de la famille².

Il faudrait plutôt instaurer un système de soins de santé différent, axé sur la prévention, ce que l'on appelle souvent une « approche holistique » à l'égard de la santé. Il serait peut-être plus efficace de mettre l'accent sur l'activité physique plutôt que sur l'importance de la perte de poids. Les gens auraient alors plus de facilité à embrasser un mode de vie actif au sein de leur communauté. La promotion et le développement de l'activité physique et des sports à un jeune âge permettent d'encourager activement l'adoption d'un mode de vie sain non seulement auprès des jeunes, mais aussi auprès des parents, qui sont responsables de montrer l'exemple. Le gouvernement peut apporter une contribution considérable à la prévention en créant des quartiers plus propices à la marche ou en utilisant les fonds publics pour assurer la sécurité des parcs publics.

Une autre solution de prévention consiste à élaborer une solide politique publique en matière de sport chez les jeunes. L'activité physique ne concerne pas uniquement les sports traditionnels; elle comprend une foule d'activités, comme le badminton, le golf, les quilles, les cours de danse et les cours de hip-hop et de jazz. Selon les Centers for Disease Control and Prevention, un total de 30 minutes par jour pour un adulte et d'une heure pour un enfant contribue à diminuer la prise de poids et à réduire le stress. En outre, un mode de vie actif constitue une mesure préventive importante pour les personnes atteintes de diabète ou à risque de contracter la maladie. Si les Canadiens insufflaient

Ron Schuler représente St. Paul à l'Assemblée législative du Manitoba. Le présent article est une version révisée d'un exposé présenté le 13 octobre 2012 lors du 34^e Colloque régional canadien de l'Association parlementaire du Commonwealth, tenu à Edmonton.

chez les enfants un amour de l'activité physique, la santé des jeunes s'améliorerait, les dépenses liées aux soins de santé, du coup, diminueraient, et les rangs des jeunes athlètes canadiens s'étofferaient.

Les deux principaux problèmes auxquels est confronté le système de santé en ce qui concerne les jeunes sont le taux d'obésité et l'augmentation de la susceptibilité au diabète de type 2. Environ 1 enfant sur 11 (ou 8,6 %) au Canada souffre d'obésité et la prévalence de ce trouble médical chez les jeunes a triplé entre 1979 et 2008³. Selon l'Agence de la santé publique du Canada, l'inactivité physique (moins de 15 minutes d'activité par jour) constitue le plus grand facteur prédictif de l'obésité. Au problème de la hausse du taux d'obésité s'ajoute celui de la croissance des cas de diabète de type 2 chez les jeunes Canadiens. Une étude de l'Institut de recherche en services de santé (IRSS) a montré que le taux de diabète de type 2 chez les jeunes a augmenté de 3 % par année entre 1994 et 2004. Le diabète infantile est une maladie chronique qui risque d'entraîner de graves problèmes de santé. « L'augmentation du nombre d'enfants [...] qui reçoivent un diagnostic de cette grave maladie chronique est préoccupante. Nous devons déterminer les causes de ce problème et faire en sorte que les ressources médicales nécessaires soient disponibles », a indiqué Dre Astrid Guttmann, chercheuse principale et scientifique au sein de l'IRSS⁴. Celle-ci a constaté que le taux global de diabète au Canada était plus élevé que celui des États-Unis, le groupe des jeunes de 10 à 14 ans connaissant le taux d'incidence le plus fort. Cette situation pourrait être causée par une susceptibilité génétique, mais aussi par des changements environnementaux, comme l'augmentation du taux d'obésité chez les jeunes⁵.

Certes, le gouvernement s'intéresse maintenant davantage au problème du taux d'obésité chez les jeunes et à leur susceptibilité au diabète de type 2, mais il concentre trop souvent ses efforts sur les adolescents. Il est regrettable que l'on se penche sérieusement sur ces problèmes de santé seulement lorsque les jeunes arrivent à l'école secondaire, au lieu d'inclure les enfants moins âgés. À la fin de l'adolescence, la plupart des jeunes savent quand demander de leur propre chef de l'aide concernant leur santé ou commencent à adopter un mode de vie sain. C'est ce groupe qui est visé par les messages du gouvernement et de la société sur l'importance de l'activité physique, et non les plus jeunes. Il faudrait certes faire la promotion de l'activité physique, peu importe l'âge, mais il serait encore plus important d'orienter les efforts de sensibilisation à un mode de vie sain vers les enfants, qui sont encore très réceptifs. La plupart des porte-parole de l'activité physique qui cherchent à influencer les jeunes s'adressent aux enfants de 8 à 10 ans; il serait pourtant préférable de viser les jeunes de 4 et 5 ans. Ce changement nécessiterait une adaptation culturelle considérable au stade même de l'établissement de

politiques qui accuse un retard certain sur les initiatives déjà en place comme le « mini-soccer » et le « hockey Timbits ».

Une autre réalité qui fait bourdonner les milieux politiques est la flambée de la criminalité chez les jeunes dans les secteurs exempts de programmes sportifs et d'activité physique. Les jeunes les plus vulnérables ont toujours été ceux qui grandissent dans les centres urbains, où la prolifération des gangs est bien ancrée. Des statistiques montrent que Winnipeg est non seulement la ville abritant le plus de jeunes âgés entre 10 et 24 ans au Canada, mais aussi celle connaissant le plus fort taux de criminalité chez les jeunes⁶. Afin de les empêcher de côtoyer les milieux criminels et d'intégrer ce mode de vie, le gouvernement doit donner à ces jeunes l'occasion de participer à des activités parascolaires. Le gouvernement financerait alors des programmes qui permettent à un plus grand nombre d'enfants de pratiquer des sports organisés et leur donnerait ainsi un loisir positif qui les tiendrait à l'écart des activités criminelles. Si le gouvernement offrait des services aux communautés et autorisait des groupes à présenter des demandes de subvention pour des postes d'entraîneur, des mentors d'expérience auraient l'occasion d'inciter les jeunes à demeurer sur les bancs d'école, d'orienter leurs choix de formation et de carrière et de leur inculquer l'importance de l'activité physique. Dans ces situations, de petits efforts peuvent avoir de grands effets positifs. Si le gouvernement souhaite réussir dans ce domaine, il est nécessaire d'insuffler aux jeunes un sentiment de fierté, de leur faire sentir qu'ils s'adonnent à une activité à la fois sécuritaire et amusante. Il suffit ensuite de s'appuyer sur les valeurs du sport organisé pour inculquer la confiance, le leadership et, surtout, le sentiment d'appartenance.

S'ajoute à ces problèmes le fait que de nombreux immigrants et réfugiés se retrouvent dans ces milieux urbains en raison du manque de logements abordables; la majorité des logements que peut payer la Direction de l'établissement des immigrants se trouvent dans ces centres urbains. Les jeunes de ces milieux n'ont pas accès à autant d'activités parascolaires que ceux des banlieues. En outre, les sports privilégiés au Canada ne correspondent pas nécessairement aux sports que connaissent les jeunes immigrants. Bon nombre de ces Néo-Canadiens n'ont jamais vu de glace, encore moins un match de hockey, et n'enfileront fort probablement jamais une paire de patins. Les jeunes doivent éprouver une attirance naturelle pour le sport de leur choix, faute de quoi les efforts déployés pour amener les jeunes des quartiers défavorisés à éviter la vie de gang seront voués à l'échec.

Le coût d'inscription des jeunes aux activités sportives constitue le principal obstacle auquel sont confrontées les familles canadiennes et néo-canadiennes. Qui plus est, la plupart des sports les plus populaires au Canada requièrent l'achat de beaucoup d'équipement, ce qui peut faire grimper

la facture à un point tel que le sport ne représente plus une option abordable. Il y a peu de temps, le centre communautaire Southdale a fait passer le prix d'inscription au hockey et à la ringuette de 85 \$ à 110 \$, pratiquement sans avertir les familles⁷. Comme la plupart des ménages inscrivent plus d'un enfant à ces sports, la facture a rapidement grimpé. Cette augmentation des frais, qui n'a fait l'objet d'aucun débat public, sert à payer des travaux d'agrandissement de l'établissement de 9 millions de dollars⁸. Pour de nombreux parents, il n'était plus concevable d'inscrire leur enfant à ces sports en raison du coût d'inscription. Les familles ont accès à une certaine forme d'aide financière, mais celle-ci demeure très limitée et est souvent considérée comme trop contraignante et inefficace pour aider les parents qui en ont besoin. Dans bien des cas, les familles ne connaissent ni l'existence ni le fonctionnement de ces programmes, sans parler de la barrière de la langue que les Néo-Canadiens doivent surmonter. Au cours des dernières années, le prix de l'équipement sportif moderne a explosé et a atteint des montants sans précédent. Non seulement la mode, mais aussi la sécurité ne cessent de faire augmenter le coût des sports. Il est vrai que, pour certains d'entre eux, l'équipement ne représente pas une dépense exorbitante (comme le basketball et le volleyball), mais même les coûts liés à ces activités ont fortement grimpé au cours des 10 dernières années. Le hockey demeure le sport pour les jeunes le plus coûteux au Canada, et nous en sommes à un point où même les ménages des classes moyenne et moyenne supérieure doivent consentir de grands sacrifices pour permettre à leur enfant de se joindre à une équipe de hockey. Par conséquent, le taux d'inscription à ce sport diminue progressivement depuis deux ans⁹.

Il semble que l'époque des sports extérieurs en hiver est révolue. La pression pour construire davantage d'établissements sportifs s'intensifie et explique en grande partie l'augmentation des coûts liés aux sports pour les jeunes. Ces dépenses en construction ne touchent pas qu'un seul sport, elles influencent plutôt tous les sports pour les jeunes. La majoration des coûts est également causée par les plus grands déplacements que doivent effectuer les familles des jeunes athlètes. Il est déjà onéreux pour la majorité des familles de se déplacer à l'intérieur même de leur ville ou de leur province. Il l'est à plus forte raison quand il faut se rendre ailleurs, que ce soit en auto avec la hausse constante du prix de l'essence ou, encore pire, en avion. Il semble que les activités de financement pour les sports se multiplient sans fin, de plus en plus de parents et d'athlètes se battent pour amasser les rares dons.

Le fort déclin du bénévolat constitue un autre problème auquel sont confrontés tous les organismes sportifs et les clubs communautaires. Avant, un poste au sein du conseil d'administration d'un club communautaire était un rôle convoité et souvent attribué à l'issue d'élections entre les

candidats. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La plupart des organismes ont des postes vacants au sein de leur conseil. Dans de nombreuses collectivités, la demande dépasse largement les services que peuvent offrir les clubs. Les présidents de clubs n'ont presque plus d'options : des centaines d'enfants s'inscrivent aux sports extérieurs, mais pratiquement aucun parent n'est prêt à devenir entraîneur. Il n'est pas rare d'entendre des ultimatum comme « Soit vous devenez entraîneur, soit vous perdez le programme ». Malheureusement, il s'agit souvent de la seule manière de recruter des bénévoles. De nombreuses raisons expliquent le déclin du bénévolat, notamment le fait que la plupart des parents travaillent à temps plein. Les parents qui peinent à joindre les deux bouts n'auront pas tendance à s'impliquer bénévolement. Souvent, il est tout simplement hors de question d'accepter le rôle d'entraîneur parce que les responsabilités parentales constituent, à elles seules, un lourd fardeau.

Cette absence de développement de l'activité physique en bas âge a des effets directs sur la capacité du Canada à se démarquer au sein de l'élite internationale. Une fois que s'est dissipée la fumée des feux d'artifice des derniers Jeux olympiques d'été, on a commencé à se poser des questions sur le mauvais classement du Canada au tableau des médailles. Le Canada s'est toujours classé parmi les derniers en ce qui concerne les sports de compétition, à l'exception des sports d'hiver. Les faiblesses des équipes olympiques canadiennes ont largement été acceptées vu la masse relativement faible de jeunes athlètes de haut niveau au Canada. Puisqu'il n'est pas d'usage que le gouvernement offre un soutien financier, les seuls athlètes qui peuvent inspirer les jeunes sont ceux qui réussissent contre toute attente, comme l'équipe de soccer féminin qui a remporté la médaille de bronze. La situation est la même pour la Coupe du Monde de la FIFA, où le rang du Canada est bien en deçà des attentes pour un pays de son envergure. En octobre 2012, l'équipe masculine du Canada se classait juste devant les équipes de l'Arménie, du Nigéria et de la Guinée, mais derrière les géants du soccer que sont Haïti et l'Iran. Il y a peu de sensibilisation à l'activité physique et aux sports de compétition à un jeune âge, et il semble que la plupart des organismes sportifs canadiens ne s'intéressent qu'aux athlètes qui ont fait leurs preuves. On parle beaucoup des efforts que déploient les organismes nationaux pour développer leurs disciplines, mais, en réalité, il s'agit plus de vœux pieux que de mesures concrètes. La plupart des enfants côtoient les sports pour la première fois lorsqu'ils adhèrent un club communautaire ou fréquentent un programme de développement scolaire. Dans la plupart des cas, ils ont leur première expérience du sport lorsque leurs parents les inscrivent à un club communautaire pour entamer leur éducation sportive. À mesure qu'ils progressent, les enfants sont classés selon leurs aptitudes. Habituellement, seuls les enfants les plus doués se rendent aux niveaux supérieurs, quoiqu'il existe encore un certain

degré de philosophie du développement aux autres niveaux.

En 1996, la Fédération allemande de soccer s'est rendu compte qu'il était grandement nécessaire de restructurer ses programmes sportifs. Comme très peu de joueurs allemands atteignaient les calibres supérieurs, il était urgent pour l'équipe nationale de trouver des athlètes de niveau international et, plus particulièrement, des athlètes de nationalité allemande. En 1999, un plan en trois étapes a été mis en place. Premièrement, 121 centres nationaux ont été construits pour les jeunes de 10 à 17 ans. Deuxièmement, on a embauché, pour chaque centre national, deux entraîneurs rémunérés, à temps plein, chargés de travailler auprès des jeunes et de les encourager à participer au programme de soccer. Finalement, on a donné à chaque club professionnel le mandat d'ajouter à leur programme respectif un volet axé sur les jeunes¹⁰. Aujourd'hui, l'Allemagne possède l'un des programmes de soccer les plus dynamiques et ses membres comptent parmi les plus jeunes au monde. L'équipe nationale de soccer de l'Allemagne est la plus jeune au monde et se classe constamment parmi les meilleures. L'intérêt envers le sport chez les jeunes a énormément augmenté, puisque les athlètes allemands attirent davantage que les athlètes étrangers inconnus. Plus particulièrement, les jeunes ont accès à de nouveaux établissements où pratiquer leur sport et n'ont plus à dépendre de l'aide de bénévoles, puisqu'ils peuvent compter sur des entraîneurs rémunérés. Les jeunes joueurs de soccer allemands sentent maintenant qu'ils ont des chances réalistes d'être recrutés par une solide équipe professionnelle, ou même par l'équipe nationale elle-même. En encourageant les jeunes à faire du sport et en les amenant ainsi à intégrer ce milieu et à côtoyer des professionnels plutôt qu'à sombrer dans des situations néfastes, on peut maintenant plus facilement régler les problèmes liés à la santé et à la criminalité.

Bien qu'il ne puisse pas s'appliquer entièrement au Canada, le modèle allemand prouve que, lorsqu'un organisme central décide de changer radicalement la situation et d'investir les sommes nécessaires, les résultats sont très positifs. En termes simples, le Canada doit établir une stratégie axée sur les jeunes qui incite les enfants de 4 à 5 ans à pratiquer l'activité physique. Ces programmes ne devraient pas être considérés comme des curiosités ou des initiatives de second ordre, et les organismes sportifs nationaux devraient consacrer une grande partie de leur budget à la sensibilisation

des familles aux bienfaits de l'activité physique des jeunes enfants. Tout comme les Allemands, les Canadiens ont besoin d'entraîneurs compétents pour leurs enfants au lieu du système actuel, qui permet à quiconque d'entraîner du moment qu'il est bénévole. Il est nécessaire d'affecter des fonds publics aux sports pour les enfants parce que l'ère du bénévolat est révolue. Les organismes sportifs canadiens attendent qu'une étoile naisse pour l'accaparer, la couvrir d'argent et lui consacrer toute son attention. Il est prouvé que cette approche n'est pas efficace : on encourage trop peu de jeunes sportifs à cultiver leur talent, ce qui réduit le nombre d'athlètes canadiens. Le bassin de jeunes athlètes doit être élargi pour englober tous les enfants du Canada, car chacun d'eux possède un talent pour un sport ou une activité. Mieux vaut prévenir que guérir : il est temps que les Canadiens prennent au sérieux les activités sportives pour les enfants. Les modes de vie actifs et sains, une bonne alimentation et le développement sportif pendant la jeune enfance constituent tous des facteurs qui contribuent, d'une part, à faire régresser les taux élevés d'obésité, de diabète et de criminalité chez les jeunes au Canada et, d'autre part, à former des athlètes canadiens de calibre international. Pour ce faire, les gouvernements provinciaux et fédéral doivent réaliser un changement de culture et apporter des modifications aux programmes de sport pour les jeunes.

Notes

- 1 Carley Weeks, « How fat has become the new normal », *The Globe and Mail*, 30 septembre 2012.
- 2 Centers for Disease Control and Prevention, « Overweight and obesity data and statistics », 28 août 2012.
- 3 *Ibid.*
- 4 News Medical, « Increase in diabetes among Canadian children », 9 juin 2009.
- 5 *Ibid.*
- 6 Aldo Santin, « Stats story a mixed tale », *Winnipeg Free Press*, 24 juillet 2012.
- 7 Dan Lett, « Southdale centre hits families with hike », *Winnipeg Free Press*, 21 août 2012.
- 8 *Ibid.*
- 9 James Mirtle, « Bauer takes on sagging minor hockey enrolment », *The Globe and Mail*, 3 octobre 2012.
- 10 Raphael Honigstein, « How Germany reinvented itself », *Sports Illustrated*, 1^{er} juillet 2010.